



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 04 – Semaine du 24 au 28 janvier 2022

## En bref

### Tunisie :

- La cheffe du cabinet du Président, Nadia Akacha, a annoncé sa démission le 24 janvier
- Baisse de 37,9% du résultat net du secteur bancaire en 2020
- Les principales banques tunisiennes enregistrent une hausse de leur PNB en 2021
- Entretien entre le Président français et son homologue tunisien Kais Saïed
- Un prêt de 100 M EUR décaissé par l'Allemagne pour soutenir le financement des TPME
- Quelles sont les réformes économiques pour sortir de la crise selon la Banque Mondiale ?
- La Tunisie se place au 70ème rang en matière de perception de la corruption
- Hausse des revenus générés par Tunisair en 2021
- Baisse de 25,8% des investissements déclarés dans le secteur industriel
- Fitch Ratings met en garde contre les répercussions sociales et politiques de la levée des subventions des carburants

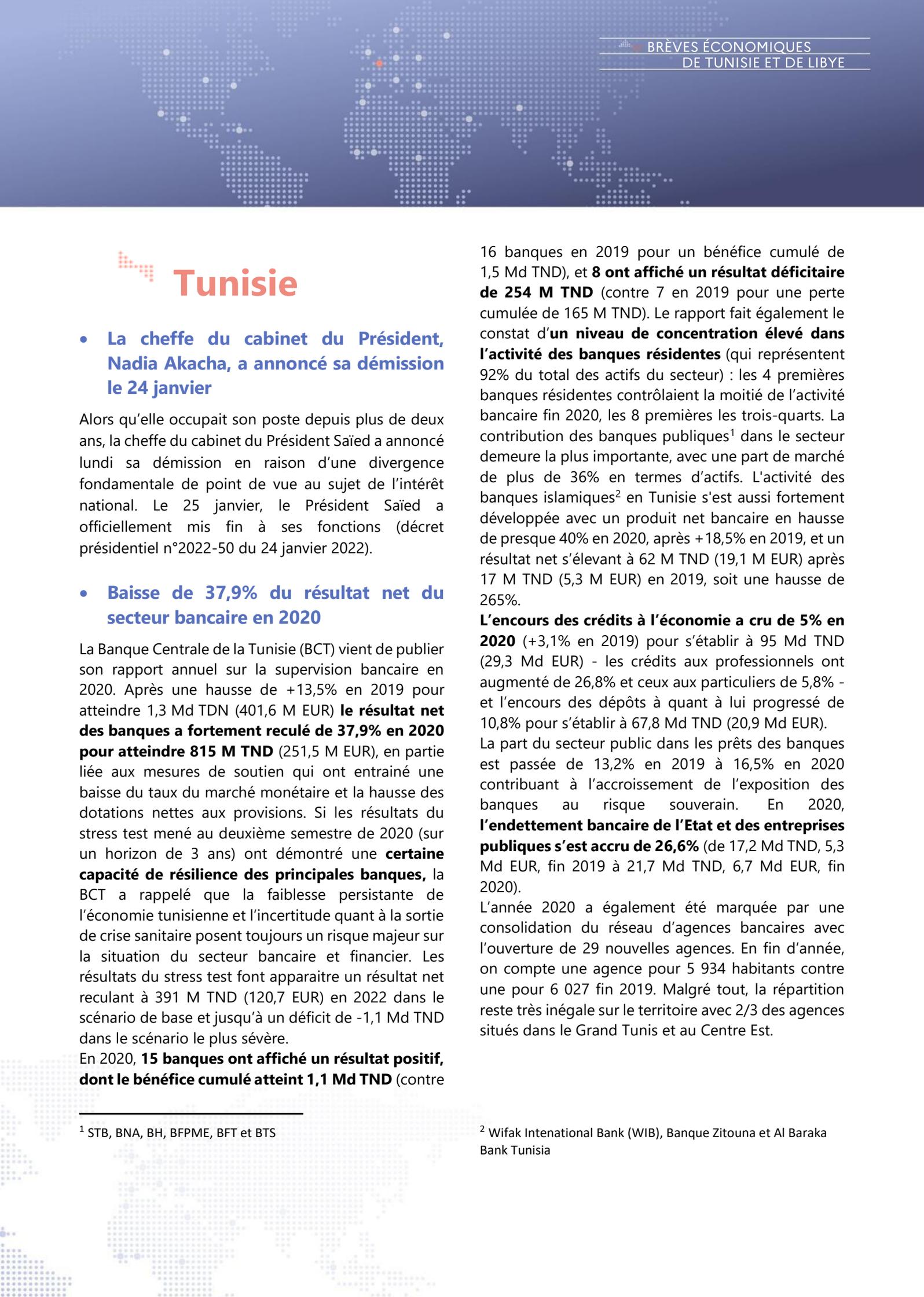
### LE CHIFFRE À RETENIR

-37,9%

La baisse du résultat net dégagé par le secteur bancaire en 2020

### Libye :

- Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à presque 341 000 en fin d'année 2021
- La Libye se place au 172ème rang en matière de perception de la corruption
- Le ministre désigné du pétrole et du gaz discute avec l'ambassadeur saoudien en Tunisie de la coopération pétrolière



## Tunisie

- **La cheffe du cabinet du Président, Nadia Akacha, a annoncé sa démission le 24 janvier**

Alors qu'elle occupait son poste depuis plus de deux ans, la cheffe du cabinet du Président Saïed a annoncé lundi sa démission en raison d'une divergence fondamentale de point de vue au sujet de l'intérêt national. Le 25 janvier, le Président Saïed a officiellement mis fin à ses fonctions (décret présidentiel n°2022-50 du 24 janvier 2022).

- **Baisse de 37,9% du résultat net du secteur bancaire en 2020**

La Banque Centrale de la Tunisie (BCT) vient de publier son rapport annuel sur la supervision bancaire en 2020. Après une hausse de +13,5% en 2019 pour atteindre 1,3 Md TND (401,6 M EUR) **le résultat net des banques a fortement reculé de 37,9% en 2020 pour atteindre 815 M TND** (251,5 M EUR), en partie liée aux mesures de soutien qui ont entraîné une baisse du taux du marché monétaire et la hausse des dotations nettes aux provisions. Si les résultats du stress test mené au deuxième semestre de 2020 (sur un horizon de 3 ans) ont démontré une **certaine capacité de résilience des principales banques**, la BCT a rappelé que la faiblesse persistante de l'économie tunisienne et l'incertitude quant à la sortie de crise sanitaire posent toujours un risque majeur sur la situation du secteur bancaire et financier. Les résultats du stress test font apparaître un résultat net reculant à 391 M TND (120,7 EUR) en 2022 dans le scénario de base et jusqu'à un déficit de -1,1 Md TND dans le scénario le plus sévère.

En 2020, **15 banques ont affiché un résultat positif, dont le bénéfice cumulé atteint 1,1 Md TND** (contre

16 banques en 2019 pour un bénéfice cumulé de 1,5 Md TND), et **8 ont affiché un résultat déficitaire de 254 M TND** (contre 7 en 2019 pour une perte cumulée de 165 M TND). Le rapport fait également le constat d'**un niveau de concentration élevé dans l'activité des banques résidentes** (qui représentent 92% du total des actifs du secteur) : les 4 premières banques résidentes contrôlaient la moitié de l'activité bancaire fin 2020, les 8 premières les trois-quarts. La contribution des banques publiques<sup>1</sup> dans le secteur demeure la plus importante, avec une part de marché de plus de 36% en termes d'actifs. L'activité des banques islamiques<sup>2</sup> en Tunisie s'est aussi fortement développée avec un produit net bancaire en hausse de presque 40% en 2020, après +18,5% en 2019, et un résultat net s'élevant à 62 M TND (19,1 M EUR) après 17 M TND (5,3 M EUR) en 2019, soit une hausse de 265%.

**L'encours des crédits à l'économie a cru de 5% en 2020** (+3,1% en 2019) pour s'établir à 95 Md TND (29,3 Md EUR) - les crédits aux professionnels ont augmenté de 26,8% et ceux aux particuliers de 5,8% - et l'encours des dépôts à quant à lui progressé de 10,8% pour s'établir à 67,8 Md TND (20,9 Md EUR). La part du secteur public dans les prêts des banques est passée de 13,2% en 2019 à 16,5% en 2020 contribuant à l'accroissement de l'exposition des banques au risque souverain. En 2020, **l'endettement bancaire de l'Etat et des entreprises publiques s'est accru de 26,6%** (de 17,2 Md TND, 5,3 Md EUR, fin 2019 à 21,7 Md TND, 6,7 Md EUR, fin 2020).

L'année 2020 a également été marquée par une consolidation du réseau d'agences bancaires avec l'ouverture de 29 nouvelles agences. En fin d'année, on compte une agence pour 5 934 habitants contre une pour 6 027 fin 2019. Malgré tout, la répartition reste très inégale sur le territoire avec 2/3 des agences situés dans le Grand Tunis et au Centre Est.

<sup>1</sup> STB, BNA, BH, BFPME, BFT et BTS

<sup>2</sup> Wifak International Bank (WIB), Banque Zitouna et Al Baraka Bank Tunisia

- **Les principales banques tunisiennes enregistrent une hausse de leur PNB en 2021**

**La Banque Nationale Agricole (BNA)** enregistre une hausse de son produit net bancaire (PNB) de 20,1%, en 2021, s'établissant à 829 M TND (254,7 M EUR) après 690 M TND (212,6 M EUR) en 2020 et une progression de 5% de ses capitaux propres. **L'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (UBCI)** a quant à elle annoncé une augmentation de 9% de son PNB entre le quatrième trimestre de l'année 2020 et celui de 2021 (s'élevant à 263 M TND en 2021, soit 81 M EUR). **La Société Tunisienne de Banque (STB)** a vu sa croissance s'accélérer depuis le deuxième semestre 2021 : les différentes composantes du PNB ont nettement progressé, à l'exception de la marge nette d'intérêts qui affiche une hausse modérée de 2,1 M TND, en lien avec la baisse des taux d'intérêts. De manière globale, le PNB a augmenté de 3,8% pour s'établir à 649 M TND en 2021, soit 200,3 M EUR (contre 626 M TND en 2020). Le PNB d'**Attijari Bank** a progressé de 7,36% en 2021, de 487 M TND en 2020 à 523 M TND (161,5 M EUR) en 2021. Le PNB d'**Amen Bank** a atteint 455 M TND (139,5 M EUR) fin décembre 2021, contre 401 M TND en 2020, soit une hausse de 13,6%. La banque s'est également vu décerner plusieurs distinctions au titre de l'année 2021 par le journal Global Banking and Finance Review. **La BIAT, Banque Internationale Arabe de Tunisie**, s'est elle aussi vu récompenser de quatre prix pour ses performances financières tout au long de l'année. Son PNB s'élève à 1 Md TND en 2021 (306,5 M EUR), en progression de 8% par rapport à l'exercice précédent. Enfin le PNB de la **BH Bank (Banque de l'Habitat)** a progressé de 12,2% en 2021 (569 M TND, soit 175,1 M EUR, après 507 M TND en 2020) et ses capitaux propres de 4,6% (de 982 M TND en 2020 à 1 026 M TND fin décembre 2021).

- **Entretien entre le Président français et son homologue tunisien Kais Saïed**

Lors d'un entretien téléphonique le 22 janvier, le Président Macron et son homologue tunisien ont échangé sur les relations franco-tunisiennes et la coopération économique entre les deux pays. La situation en Tunisie a également été abordée, quelques jours après les manifestations du 14 janvier contre la suspension du Parlement. Si le Président français a salué l'annonce du calendrier de transition et a réitéré l'engagement de la France à soutenir économiquement le pays, il a encouragé le Président Saïed à mener une transition dans le cadre le plus inclusif possible et à mettre en place un programme de réformes pour faire face à la crise économique. Le Président tunisien s'est engagé à respecter l'Etat de droit et les libertés démocratiques.

- **Un prêt de 100 M EUR décaissé par l'Allemagne pour soutenir le financement des TPME**

L'Ambassadeur d'Allemagne en Tunisie a annoncé le 21 janvier 2022 qu'un **prêt de 100 M EUR, accordé par la Banque Allemande de Développement (KfW)** dans le cadre d'un accord de prêt de 2020 entre les deux pays, allait être décaissé. Ce prêt est destiné au secteur bancaire et financier tunisien **dans le but de faciliter le financement des TPME**. Dans un communiqué, l'Ambassadeur rappelle le soutien de l'Allemagne à un processus de « retour du régime démocratique » et souligne l'importance du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la séparation des pouvoirs et la souveraineté du système judiciaire pour pouvoir continuer de bénéficier de l'aide de la KfW.

- **Quelles sont les réformes économiques pour sortir de la crise selon la Banque Mondiale ?**

La première partie du [rapport de la Banque Mondiale](#) identifie deux facteurs potentiels qui expliqueraient la lenteur de la reprise économique : la **dépendance au tourisme et aux services de transport**, fortement impactés par l'épidémie de Covid-19, et la **rigidité du**

**climat des affaires**, avec de nombreuses restrictions sur les investissements et la concurrence. Le niveau du PIB en volume de la Tunisie de 2019 ne serait atteint qu'en 2024, la faiblesse de la reprise ayant exacerbé la pression sur les finances publiques déjà en difficulté. Dans la deuxième partie du rapport, la BM invite le gouvernement à mettre en œuvre **sans plus attendre des réformes structurelles**, alors même que les déséquilibres macroéconomiques se creusent et que le niveau des réserves diminue. Ces réformes doivent permettre l'amélioration du climat des affaires, la garantie des conditions de concurrence, la création d'emplois pour les jeunes – dont le taux de chômage s'élève à 42% - et une meilleure gestion de la dette publique. Par ailleurs, la BM devrait prochainement publier une étude sur les principaux obstacles à la concurrence dans l'économie tunisienne, intitulée Tunisia Country Private Sector Diagnostics.

- **La Tunisie se place au 70<sup>ème</sup> rang en matière de perception de la corruption**

[Transparency International](#) a attribué à la Tunisie un total de 44 points sur 100 sur la perception de corruption du pays, un score identique à 2020, la plaçant donc **70<sup>ème</sup> sur un panel de 180 pays** (la Jamaïque et l'Afrique du Sud ont obtenu la même note). Pour rappel, l'Indice de perception de la corruption est réalisé chaque année sur la base d'évaluations d'experts et s'étend de 0 (le plus corrompu) à 100 (le plus transparent). La Tunisie se classe donc 7<sup>ème</sup> dans la nomenclature de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et de celle de l'Afrique. **L'ONG a toutefois affirmé que la Tunisie était un exemple de perte d'acquis démocratiques**, en lien avec les récents événements politiques qui replongent le pays dans l'incertitude. La fermeture du siège de l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption (INLUCC) représente également un événement inquiétant qui risque d'amplifier les risques de propagation de la corruption. La Tunisie perd également deux places au classement de l'Etat de droit (65<sup>ème</sup> avec un score de 0,53/1) publié par l'organisation américaine World Justice

Project dans son rapport pour l'année 2021. Ce classement englobe plusieurs critères comme l'absence de corruption, le respect des droits fondamentaux, l'application des règlements, etc.

- **Hausse des revenus générés par Tunisair en 2021**

La compagnie aérienne publique tunisienne, Tunisair, a publié ses indicateurs d'activité pour l'année 2021. Malgré la conjoncture défavorable pour le secteur du transport aérien, **les résultats de l'entreprise s'affichent en nette amélioration en 2021**, comparativement à 2020. En effet, le montant des revenus générés par Tunisair est passé de 497 M TND (soit 150 M EUR) en 2020 à 620 M TND (soit 187 M EUR) en 2021, enregistrant ainsi **une augmentation de 25%**. Par ailleurs, la recette moyenne par passager a connu une croissance de 11% au cours de la même période, passant de 405 TND (soit 122 EUR) à 451 TND (soit 136 EUR). Le nombre de passagers transportés est quant à lui passé de 997 244 à 1 097 020 dans le même temps. Enfin, le montant des charges liées aux personnels a connu un recul de 6,5% entre 2020 et 2021, étant ramené de 200 M TND (soit 61 M EUR) à 187 M TND (soit 57 M EUR). Pour rappel, Tunisair a reçu, à la fin du mois décembre 2021, le premier Airbus A320neo d'une commande plus large qui lui permettra de procéder à un redimensionnement et un renouvellement de sa flotte d'aéronefs.

- **Baisse de 25,8% des investissements déclarés dans le secteur industriel**

Selon le dernier [bulletin de conjoncture](#) de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) **l'investissement dans le secteur industriel a diminué de 25,8% en 2021 et s'élève à 2,5 Md TND**, (770,2 M EUR) après 3,4 Md TND en 2020, (1 Md EUR). Alors que les déclarations d'investissement ont progressé dans les secteurs des industries agroalimentaires (+26%) et des industries chimiques (+14,5%), une multitude de secteurs témoignent d'un déclin des investissements déclarés en 2021, en particulier celui des matériaux de construction (-

72,8%), celui des industries mécaniques et électriques (-47,7%) et celui des industries du cuir et des chaussures (-44,4%). Par **ailleurs, les investissements déclarés concernant les industries totalement exportatrices ont enregistré une faible hausse de 0,3%** (1,1 Md TND en 2021). En revanche, **ceux destinés aux industries dont la production est orientée vers le marché local sont en baisse de 37,4%** (1,5 Md TND en 2021 après 2,4 Md en 2020). Les zones de développement régional restent quant à elles toujours aussi fragiles avec un déclin de l'investissement déclaré de 22% entre 2020 et 2021 (de 1,7 Md TND à 1,3 Md TND).

- **Fitch Ratings met en garde contre les répercussions sociales et politiques de la levée des subventions des carburants**

Fitch Ratings a publié cette semaine un rapport d'évaluation sur l'impact du contexte actuel de hausse des prix du pétrole sur les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). En Tunisie, comme dans la grande majorité des pays du MENA, les prix réglementés de l'énergie (électricité, pétrole...) sont inférieurs aux niveaux réels des coûts, contribuant significativement aux déficits budgétaires et à l'endettement public, mais également à l'abaissement du niveau des réserves de change, alors que l'accès au financement extérieur du pays reste limité. Les prix du pétrole ne s'ajustent pas complètement aux fluctuations du marché pétrolier international mais sont soumis à un plafond limité d'ajustement mensuel. Cependant, la hausse des prix des hydrocarbures pourrait contraindre le gouvernement à réduire les subventions, une mesure qui, selon le rapport, déclencherait une instabilité sociale et politique.

## Libye

- **Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à presque 341 000 en fin d'année 2021**
- **Le ministre désigné du pétrole et du gaz discute avec l'ambassadeur saoudien en Tunisie de la coopération pétrolière**

Les dernières statistiques du ministère du Travail et de la Réhabilitation ont révélé que **340 954 libyens auraient été demandeurs d'emploi en 2021**. Au sein de la population libyenne, 44% des hommes (soit un nombre de 151 281 personnes) seraient en recherche d'emplois, contre 56% des femmes (soit 189 673 personnes). Parmi eux, 58% seraient des demandeurs d'emploi qualifiés. 24% de l'ensemble des demandeurs d'emploi auraient un diplôme d'études secondaires et 23% un diplôme universitaire (diplômes dans les secteurs de l'ingénierie, manufacturier et de la construction). La région de l'Ouest serait la plus touchée par le chômage, avec 43% de demandeurs d'emploi, suivie de la région Est (25%) et Centre (19%). La région du Sud de la Libye serait la moins touchée avec 13% de chômeurs.

- **La Libye se place au 172ème rang en matière de perception de la corruption**

D'après le rapport annuel publié par Transparency International concernant la perception de la corruption dans le secteur public pour l'année 2021, **la Libye est classée à la 172ème place sur 180 pays**, soit une stagnation par rapport à l'année précédente. La Libye a obtenu au cours de l'exercice 2021 la note de 17, un niveau équivalent à celui de l'année précédente.

Le ministre du pétrole et du gaz, Ali Al-Abed, désigné à titre temporaire par le premier ministre A. Dbeibah en plus de son poste de ministre du travail, **a discuté avec l'ambassadeur d'Arabie Saoudite en Tunisie, Abdulaziz Bin Ali Al-Sager, de la coopération entre les deux pays au sujet du secteur énergétique et notamment dans le domaine du pétrole et des minéraux**. M. Al-Abed a évoqué la possibilité de bénéficier de l'expérience saoudienne en matière de gestion des travailleurs expatriés et de développement du marché du travail tous secteurs confondus.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique de Tunisie et de Libye  
Rédacteurs : Hugo Mahut, Célia Devant-Perrotin, Adil Rais

Pour s'abonner : [adil.rais@dgtresor.gouv.fr](mailto:adil.rais@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo : ©Chloé Stutzmann

Retrouvez les brèves sur notre site : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TN>